

Edito

LES ACTIONS DES PEUPLES QUE LA PRESSE NE PORTE PAS !

L'austérité sociale et salariale est présentée, martelée comme un « mal nécessaire », conséquence des « endettements irresponsables » des générations précédentes !

L'avenir vertueux, responsable, serait fait de choix individuels pour son environnement, son emploi compétitif, sa santé, mettant au rencard les solidarités sociales constituées dans l'après-guerre.

Telles sont les propagandes patronales, gouvernementales, censées nous faire accepter de nouveaux sacrifices en termes de droits et de garanties collectives, mettant à mal le pouvoir d'achat, écrasé par le blocus sur les salaires, pensions, minima sociaux.

Et si ça ne suffit pas, pour empêcher toutes velléités progressistes, on porte, on médiatise un FN qui engage la réflexion dans une impasse suicidaire pour les libertés individuelles et collectives.

Comme VALLS, qui choisit d'accuser le chômeur et non l'employeur, les Lepénistes choisissent d'accuser le Rom, « l'immigré », le « musulman » et non les employeurs. Ils revendiquent des droits à la Sécurité sociale, dans les entreprises, selon la nationalité, mettant à bas la loi sur « travail égal/salaire égal », une politique applaudie des deux mains par un MEDEF qui en rêve.

Les médias se font les relais des propagandes patronales qui taisent le front social de luttes des salariés, des populations qui font de la solidarité et du progrès social leur terreau d'avenir en exigeant « l'austérité pour le capital » et non pour le travail.



Italie : près d'un million à Rome le 25 octobre, une grève générale organisée le 12 décembre avec 60 % de participation à la grève générale et 1,5 million de personnes manifestant dans 54 villes.

Belgique : plus d'un million dans les rues de Bruxelles le 6 novembre, une grève générale le 15 décembre avec blocage et paralysie de la Belgique suite à l'appel à la grève générale. La FGTB est en prévision d'un nouveau plan d'actions en janvier si le gouvernement et les employeurs restent sur leur position.

Angleterre/Irlande du Nord : les services de santé sont en action pour les salaires, des moyens pour assurer leur mission de service public à la population.

Grèce : actions nationales unissant des centaines de milliers de salariés, d'artisans, retraités, unis face à l'austérité qui tue leur économie.

L'action, la grève ça ne se décrète pas.

L'action, la grève ça s'organise.

L'action, la grève sont la seule et unique solution pour gagner sur les revendications.

Les peuples refusent l'austérité, entrent en résistance !

Le syndicalisme international doit structurer, organiser, et impulser les luttes.



PALESTINE, l'apartheid d'un peuple !

L'apartheid se définit comme une politique de ségrégation des populations. Décidé légalement en 1948 en Afrique du Sud, il aura fallu des dizaines d'années de combats pour le faire abolir en 1991.

29 novembre 1947 : l'année qui précède l'Apartheid en Afrique du Sud, l'ONU adopte un plan de partage de la Palestine en 2 parties, la ville de Jérusalem étant placée sous régime international.

Le 14 mai 1948, fin du mandat britannique sur la Palestine et proclamation de l'Etat d'Israël, suivie de l'exode des Palestiniens (*Nakba*) et première guerre. Une partie de la terre de Palestine devient l'Etat d'Israël.

1949 : une ligne de démarcation entre les 2 Etats est définie. L'Etat d'Israël ne cesse de repousser les frontières définies, pour s'accaparer les terres des pays voisins, engendrant des guerres successives.

1967 : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité la résolution pour que l'Etat d'Israël évacue les territoires occupés.

L'Etat d'Israël, profitant du soutien inconditionnel des USA, engage conflit sur conflit, développe une politique de colonisation des terres de la Palestine, au mépris des décisions prises à l'ONU.

L'Etat d'Israël est un Etat militaire qui, de manière permanente, conditionne sa population à une situation de guerre avec 3 années de service militaire obligatoire, se présentant en « agressé ». Son armée est une des grandes puissances dans le monde, face à des Palestiniens dépourvus de ressources, de moyens, appauvris par les politiques de colonisation et les nombreux bombardements qui détruisent leurs infrastructures économiques.

De 1947 à 2014 :

L'ONU a scindé la Palestine en 2 parties.

L'Etat d'Israël a vu le jour par cette décision, imposée aux Palestiniens.

Les frontières de 1967 entre les 2 pays ne sont pas respectées par l'Etat d'Israël, qui érige un mur de démarcation sur les terres palestiniennes, colonise ces terres en y implantant des villes sous protection de l'armée.

Les derniers bombardements de l'Etat militaire d'Israël ont causé 6 milliards d'euros de destruction de bâtiments, et tué 2500 civils.

La France n'a pas encore reconnu le droit aux Palestiniens à disposer d'un Etat indépendant. 135 pays ont reconnu le pays de Palestine.

La FNIC CGT soutient le peuple palestinien et appelle le gouvernement français à reconnaître la Palestine comme Etat indépendant.

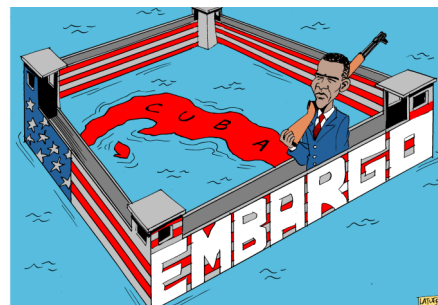
La FNIC CGT appelle la France à prendre toutes sanctions contre l'Etat d'Israël pour le respect des frontières de 1967.

La FNIC CGT soutient la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanction) à l'encontre de l'Etat d'Israël.



CUBA

Le 7 février 1962, les USA décrètent un embargo économique contre le peuple cubain, libéré de sa tutelle : la liberté, pour les USA, n'a de valeur que si celle-ci est faite d'allégeance à leurs diktats.



53 années bientôt, d'interdiction d'échanges économiques avec CUBA, avec des conséquences graves pour le peuple, dont le développement a été restreint : il suffit de se rappeler que l'IRAK, grande puissance pétrolière, en 2 ans d'embargo s'est trouvé dans l'impossibilité de répondre à ses besoins en termes de médicaments... etc., pour mesurer les conséquences à Cuba.

53 années, 1712 milliards d'euros, tel est le préjudice économique direct du peuple cubain, malgré les 23 demandes faites pour la levée de ces sanctions iniques, devant les Nations-Unies.

Une levée d'embargo refusée par 2 pays, les USA et ISRAEL, alors que les 188 autres ont voté pour (3 abstentions).

Les USA (leur justice radicale et quelquefois raciale, qui conduit dans le couloir de la mort de nombreux innocents), et Israël, Etat militaire, agissent de concert contre les droits des peuples Palestiniens et Cubains.

C'est intolérable !

L'Humanité, qui aura connu l'esclavage, passant au colonialisme, peut-elle accepter une dictature qui interdirait aux peuples leur autodétermination et leur droit de vivre libres et égaux ?

La FNIC CGT soutient pleinement l'action pour la levée de cet intolérable embargo qui porte préjudice au peuple cubain et appelle ses organisations à dénoncer ces actes indignes de la démocratie.

AU CALENDRIER POUR 2015

➔ En juin, dans les locaux de la CGT (salle du CCN) se tiendra, organisé par la FNIC, un Colloque International sur le Pétrole et la Pétrochimie. Depuis celui d'Alger, qui s'est tenu en 1968, ce Colloque sera donc le 3^{ème}, les précédents ayant eu lieu en 1999 et 2006. Nous attendons des délégations d'Afrique, d'Amérique latine, du sous-continent indien...

➔ En octobre, à Sao Paulo, au Brésil, la FSM (Fédération Syndicale Mondiale), à laquelle la FNIC a réadhéré après le Congrès de l'Ile-de-Ré, fêtera ses 70 ans. Rappelons que le premier Secrétaire général de la FSM était issu de la CGT, que le français est une des trois langues officielles, avec l'anglais et l'espagnol, de cette organisation.

➔ Nos camarades étrangers sont très demandeurs de formation syndicale, en particulier sur les thèmes de la santé-sécurité au travail, de la négociation collective, du droit des femmes... Dès la première partie de l'année 2015, nous ferons droit aux demandes émanant du Maroc et de Jordanie. A suivre...

Austérité, guerres : ces choix financiers qui détruisent nos vies !

Se lever le matin, partir au travail pour y gagner son salaire, celui-ci servant pour sa vie, ses projets personnels : un rêve de moins en moins accessible, au regard des politiques instaurées dans chaque pays !

La mondialisation n'a jamais fait autant de dégâts :

- Chômage, exclusion, pauvreté frappent par millions les citoyens des pays dits « développés ».
- Stress, peur du lendemain frappent ceux qui ont encore un travail, un salaire, ils subissent les répressions patronales à l'entreprise.
- Guerres, bombardements, destruction des habitations, faim, frappent les travailleurs d'autres pays, dont les richesses sont accaparées par des oligarchies financières qui se disputent le gâteau.

Criminels ! Oui, ceux qui, d'une façon ou d'une autre, frappent la vie des populations, des salariés, sans tenir compte des drames humains, sont des criminels.

L'ordre économique de la finance est à la base de ces « barbaries », conséquence de choix stratégiques érigés avec l'aval, la complicité des responsables en politique gérant les institutions, les pays.

Comment peut-on accuser le chômeur de profiter d'allocations de solidarité et décréter 41 milliards d'euros de deniers publics aux riches employeurs pour augmenter leurs marges financières ? En méprisant la Constitution française qui donne droit à tout citoyen à disposer d'un travail décent, ou tout simplement les valeurs de « liberté, égalité, fraternité ».

Comment peut-on verser des « larmes de crocodile » devant des situations dramatiques de pauvreté, alors que les richesses gigantesques se cumulent, augmentent pour quelques privilégiés ? En priorisant la « politique des affaires » à la politique sociale voulue par les électeurs.

- ⇒ **Le « monde des affaires » se frotte les mains,**
- ⇒ **Les marchands d'armes s'enrichissent,**
- ⇒ **Les « démocraties » vacillent du fait des « tromperies »,**
- ⇒ **L'obscurantisme est aux portes du pouvoir,**
- ⇒ **Les libertés individuelles et collectives sont ébranlées.**

Ils étaient 100 000 dans la rue le 15 novembre, venant de tous horizons, pour dire non à l'austérité, exiger des choix politiques reposant sur le progrès social.

Ils ne devraient pas être 100 000, mais 1, 3, 5 millions à exprimer cela. Et bien plus nombreux, sont ceux à partager ces idées progressistes !

Où étiez-vous le 15 novembre ?

Dans de nombreux pays, disposer du droit, de la liberté de manifester est encore un combat, une revendication. Un combat pour faire entendre sa voix, compter tout simplement.

Ne laissons plus nos vies, notre avenir se décider sans nous ! Un bulletin de vote n'a jamais changé quoi que ce soit sans l'implication, l'action collective de masse !

Agir ensemble, c'est la clé de la démocratie :

- 1. dans l'atelier, le service pour nos conditions de travail,**
- 2. dans l'entreprise pour nos salaires, les classifications, l'emploi,**
- 3. dans le département, au niveau national pour une industrie riche en emplois, pour répondre aux besoins, pour les conventions collectives, pour le droit au travail.**